

ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DES INTERETS GENERAUX DES ANTILLES

(A. D. I. G. A.)

VERITES ETOUFFEES SUR LES  
DEPARTEMENTS D'OUTRE MER

*"L'ignorance, l'oubli et le mépris des droits de l'homme  
sont les seules causes des malheurs publics" des  
Départements d'Outre-Mer.*

Vol. I

A. D. I. G. A.

# ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DES INTERETS GENERAUX DES ANTILLES

(A. D. I. G. A.)

## - Introduction

- . priorité aux informations pluralistes et transparentes
- . ignorance
- . oubli
- . mépris des Droits de l'Homme

## - Avertissement

### Chapitre I

#### I - Réflexions sur les Propos tenus en Guyane par Monsieur Michel Rocard, Premier Ministre du Gouvernement de la République Française par l'A.D.I.G.A.

- . Sommaire
- . Introduction
- . Michel Rocard adversaire du système néo-colonial
- . Masque de la Vertu
- . Choix de Monsieur Rocard sur Monsieur Le Pen
- . Rapport de la Commission des Affaires Etrangères
- . Lettre du 18 avril 1989
- . Lettre du 7 août 1989
- . Lettre du 19 décembre 1989
- . Mépris de la Déclaration des Droits de l'Homme
- . Proposition de Monsieur Michel Rocard
- . Références

### Chapitre II

#### II - Réflexions sur les Propos de Monsieur Jean Poperen, Ministre Chargé des Relations Avec le Parlement Par l'A.D.I.G.A.

### Chapitre III

#### III - Proposition de Révision du Régime Constitutionnel des Départements d'Outre-mer Par Georges Nicolo.

- . Introduction
- . Rappel historique
- . Origines de l'Echec de la Départmentalisation
- . Conséquences de Courage Politique et d'Honnêteté Intellectuelle
- . Proposition

## Chapitre IV

### IV - Arguments en Faveur de la Suppression du Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer Par Georges Nicolo.

- . Introduction
- . Respect du Principe d'Egalité
- . Départements de la France Européenne
- . Départements d'Outre-Mer
- . Conclusion

## Chapitre V

### V - Réflexions sur l'Interview de Monsieur Jean-José Clément Par Georges Nicolo

- . Introduction
- . Départementalisation
- . Priorité du Développement Economique des Départements d'Outre-Mer
- . Migration des Domiens vers la Métropole.

### V - Réflexions sur l'Interview de Monsieur Jean-José Clément Par l'A.D.I.G.A.

- . Introduction
- . Départementalisation
- . Priorité Au Développement Economique Des Départements d'Outre-Mer
- . Migration Vers la Métropole
- . Conclusion



# ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DES INTERETS GENERAUX DES ANTILLES

(A. D. I. G. A.)

## INTRODUCTION

"L'ignorance, l'oubli ou le mépris des Droits de l'Homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des Gouvernements" (1).

Depuis plusieurs décennies, j'essaie vainement de dire la vérité au peuple français, dont constitutionnellement font partie ceux des Départements d'Outre-Mer.

Sans la vérité, ces derniers et le peuple de la France européenne continueront de vivre dans l'incompréhension.

Or, l'incompréhension est facteur de division, de tension, et de préjugés.

La compréhension doit se substituer à l'incompréhension pour éviter le pire qui serait préjudiciable pour tous et surtout pour promouvoir la dignité humaine.

### Priorité aux informations pluralistes et transparentes

Or, le maintien, la protection et la défense, ou tout simplement la promotion de la dignité d'un peuple responsable impliquent prioritairement une prise de conscience collective éclairée.

Celle-ci n'est possible que par la diffusion permanente d'informations pluralistes et transparentes.

Ainsi, grâce à la permanence de ces informations, le peuple peut choisir exclusivement celles qui lui paraissent les plus favorables à ses aspirations et à la défense de sa dignité dans l'honneur - parce qu'elles conduisent à l'unité des clartés dans la diversité, avant de devenir l'unité des convergences dans la clarté.

Inversement, la diffusion permanente d'informations pluralistes partiales et orientées laisse dans l'ignorance le peuple.

Celui-ci peut être conduit à choisir inconsciemment, mais honnêtement, l'unité des divergences dans la confusion.  
Telle est la situation actuelle des Départements d'Outre-Mer.

### Ignorance.

Comme le disait Rabelais, "l'ignorance est la mère de tous les maux".

Enfant de la confusion, elle est le premier des maux qui rongent les Départements d'Outre-Mer.

\*\*\*\*\*

1) Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789.



En effet, la confusion règne en maître absolu tant au plan local qu'au plan national et communautaire.

Elle constitue la doctrine de tous les exploiters des peuples des Départements d'Outre-mer.

Ces exploiters sont constitués en deux groupes : les inconscients et les conscients.

Les premiers fondent leurs arguments sur ceux des seconds.

**Oubli.**

Ceux-ci oublient délibérément tout ce qui est favorable à la prise de conscience collective éclairée des peuples et à la reconstitution de la mémoire des Départements d'Outre-Mer.

Or, la mémoire conserve le passé. Sans cette mémoire, les peuples des Départements d'Outre-Mer ne pourront jamais promouvoir leur dignité dans l'honneur.

Car, l'oubli demeure toujours le puissant instrument d'adaptation aux informations pluralistes, mais suspectes, pour détruire progressivement la mémoire des Départements d'Outre-Mer, qui est en contradiction permanente avec celles-ci.

**Mépris des Droits de l'Homme.**

Il faut donc substituer à la permanence de cette contradiction celle de la vérité, étouffée par la plupart des responsables des média.

Ceux-ci pratiquent la censure ou l'auto-censure soit délibérément, soit sous la pression. Ils pratiquent, donc, la désinformation tant au plan local qu'au plan national et communautaire. Ils disposent de tous les moyens contemporains pour l'accomplissement de leur mission de désinformation, donc d'étouffement de la vérité.

Ils sont contre les peuples des Départements d'Outre-Mer. Inconsciemment ou sciemment, ils sont les alliés objectifs de ceux qui méprisent les Droits de l'Homme et notamment des peuples des Départements d'Outre-Mer.

A cet égard, François Mauriac écrivait :

"Le mépris de l'Homme est nécessaire à qui veut user et abuser de l'Homme".

Pour éviter que l'on continue d'user et d'abuser des peuples des Départements d'Outre-Mer, ceux-ci se doivent d'agir eux-mêmes pour promouvoir leur dignité dans l'honneur.

Je place ma confiance en eux. Car, les chemins de la liberté et de la dignité passent par la vérité.

R.G. NICOLO

# ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DES INTERETS GENERAUX DES ANTILLES

(A. D. I. G. A.)

## AVERTISSEMENT

L'A.D.I.G.A. se propose d'éditer ses articles en plusieurs volumes.

Les articles seront prioritairement classés par sujet de manière à constituer un ensemble cohérent.

Ils sont signés soit par l'A.D.I.G.A., soit par un de ses membres.

Le premier volume comprend cinq articles, dont trois de l'A.D.I.G.A. :

- 1 - Réflexions sur les propos tenus, le 6 avril 1990, en Guyane par Monsieur Michel Rocard, Premier Ministre du Gouvernement de la République Française.
- 2 - Réflexions sur les propos tenus sur les Départements et Territoires d'Outre-Mer par Monsieur Jean Poperen, Ministre chargé des Relations avec le Parlement.
- 3 - Réflexions sur l'interview du 8 juin 1990 de Monsieur Jean-José Clément, Délégué National du RPR pour les originaires d'outre-mer installés en métropole, Conseiller de Paris et Conseiller régional d'Ile de France.

et deux de son Président :

- 1 - Proposition d'un Régime Constitutionnel pour la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion.
- 2 - Arguments en faveur de la suppression du Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer.

\* Cet article est en double version : version ADIGA, version de son Président.

I

REFLEXIONS SUR LES PROPOS TENUS EN  
GUYANE PAR MONSIEUR MICHEL ROCARD,  
Premier Ministre du Gouvernement de la  
République Française

par

A. D. I. G. A.



REFLEXIONS SUR LES PROPOS TENUS, LE 6 AVRIL 1990,  
EN GUYANE, PAR MONSIEUR MICHEL ROCARD,  
PREMIER MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE  
LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Le présent article met en évidence toutes les contradictions de Monsieur Michel Rocard, candidat à la candidature aux élections présidentielles et Premier Ministre.

Monsieur Michel Rocard, candidat aux élections présidentielles, est un partisan convaincu de l'indépendance des Départements d'Outre-Mer, donc un farouche "adversaire de la domination coloniale dans ces derniers".

Monsieur Michel Rocard, Premier Ministre, est un partisan déterminé de la domination coloniale dans les Départements d'Outre-Mer.

- 1) Dans le premier cas, il est partisan "du droit des peuples des Départements d'Outre-Mer à disposer d'eux-mêmes" qui ne souffre aucune limitation, aucune exception, tandis qu'inversement dans le second cas, il met ces mêmes peuples sous la tutelle de Monsieur Louis Le Pensec.
- 2) Dans le premier cas, il manifeste "sa solidarité à l'égard des peuples des Départements d'Outre-Mer dans leur lutte contre la domination coloniale", tandis qu'inversement dans le second cas, il manifeste sa ferme volonté de maintenir ces mêmes peuples dans la domination coloniale.
- 3) Dans le premier cas, il considère que "le devoir et l'intérêt du peuple français sont de respecter les choix des peuples de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de Réunion, tandis qu'inversement dans le second, il invite le peuple français à mépriser les droits de ces mêmes peuples de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de Réunion.
- 4) Dans le premier cas, il considère que "le devoir et l'intérêt du peuple français sont d'établir avec les peuples "- de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de Réunion -" des relations de coopération véritable sans arrière pensée politique et sans marchandage", tandis qu'inversement dans le second cas, il impose à ces mêmes peuples de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de Réunion une coopération placée sous l'autorité d'un délégué et d'un Comité interministériel nommés unilatéralement par le Gouvernement.

Le Premier Ministre a choisi Monsieur Louis Le Pensec pour la mise en application de cette politique de domination coloniale en Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion.

Les critères du choix de la nomination de Monsieur Louis Le Pensec en qualité de Ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer sembleraient résider dans le cadre de ses nombreuses prestations, toutes identiques à elles-mêmes.

Quatre d'entre celles-ci pourraient aider l'opinion à former son jugement sur ces critères.

Elles comportent 13 aberrations, dont 5 au plan national et 8 au plan communautaire, toutes contrevenant aux dispositions de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 : préambule de la Constitution du 4 octobre 1958.

Elles tendraient à démontrer que la nomination de Monsieur Louis Le Pensec aurait été dictée par des considérations étrangères à ses compétences tant sur les législations locales, nationales et communautaires que sur le fonctionnement des institutions locales, nationales et communautaires.

# ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS GÉNÉRAUX DES ANTILLES

## REFLEXIONS SUR LES PROPOS TENUS EN GUYANE PAR MONSIEUR MICHEL ROCARD

### Attention !

La Martinique, la Guyane et la Guadeloupe ne sont ni françaises, ni européennes, donc ne font pas partie intégrante de la République française !!!

La Martinique, la Guyane et la Guadeloupe ne sont pas européennes, donc ne sont ni intégrées, ni ne font partie intégrante de la Communauté Economique Européenne, à travers la République française (art. 227-1).

Telle est l'interprétation qu'il conviendrait de donner aux propos tenus, le 6 avril 1990, en Guyane par le Premier Ministre du Gouvernement de la République française.

Ecoutons Monsieur Michel Rocard :

"Ni le destin, ni l'horizon de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe n'est (sic) celui de l'Europe, comme c'est le cas pour la métropole. L'avenir de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane est ici dans la Caraïbe et sur le continent américain." (11)

Nous excluons l'hypothèse, selon laquelle le Premier Ministre se serait rendu en Guyane pour y faire un cours de géographie locale.

Nous pensons qu'il est suffisamment averti pour nous tenir des propos en harmonie avec notre niveau de connaissance.

C'est pourquoi nous trouvons curieux, choquants et incohérents ses propos précités.

Curieux, parcequ'ils contredisent ceux qu'il tenait avant d'être le locataire provisoire de l'Hôtel Matignon.

Choquants, parcequ'ils apprennent aux peuples de Guyane, de Martinique et de Guadeloupe que tous les représentants de la France - dont Monsieur Michel Rocard - qui se sont succédé au cours de ces 355 dernières années, pour leur dire que leur destin, leur horizon et leur salut étaient dans la France, leur ont menti !!!

Incohérents, parcequ'ils ne se conforment pas aux textes constitutionnels en vigueur et que, par voie de conséquence, ils laisseraient supposer que la Guyane, la Guadeloupe et la Martinique ne feraient pas partie intégrante de la République française (art. 72) et ne seraient pas non plus intégrées à la Communauté Economique Européenne (art 227-2) !!!

En tout cas, ses derniers propos tendraient à le classer comme un **partisan de la domination néo-coloniale** des trois départements antillo-guyanais de la République française qui se veut égale pour tous.

Inversement, ses premiers propos tendraient à le classer comme un **farouche adversaire de la domination néo-coloniale** de ces trois mêmes départements.

De ce revirement de comportement, il ressort que, pour recueillir quelques suffrages outre-mer, Monsieur Michel Rocard aurait circonstancielllement pris le masque de la vertu, pour, ensuite, l'enlever progressivement, et enfin, définitivement le 6 avril 1990, quelques jours après le triste score qu'a obtenu, dans ces trois départements, sa motion relative au Congrès de Rennes de mars 1990.\*

Maintenant, examinons l'attitude de Monsieur Michel Rocard à l'égard des Départements d'Outre-Mer avant et après sa nomination en qualité de Premier Ministre du Gouvernement de la République française.

Cet examen porte sur :

- ses propos écrits en qualité de candidat à la candidature aux élections présidentielles ;
- son comportement en qualité de Premier Ministre à l'encontre des Départements d'Outre-Mer.

A cet égard, l'un des exemples les plus frappants concerne les critères sur lesquels il s'est appuyé pour faire nommer par le Président de la République Monsieur Louis Le Pensec, Ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer.

Les nombreuses prestations de celui-ci sur les Départements d'Outre-Mer éclairent l'opinion sur ces critères.

Quatre d'entre elles sont examinées plus loin dans le présent document. Elles comportent 13 aberrations dont 5 au plan national et 8 au plan communautaire.

\*\*\*\*\*

\* Selon la presse nationale et locale, Monsieur Michel Rocard aurait 647 militants en Guadeloupe, 80 adhérents en Martinique et zéro en Guyane où existe un Parti Socialiste autonome qui soutient circonstancielllement son Gouvernement.

## II - Michel Rocard Adversaire du système néo-colonial des Départements d'Outre-Mer et Partisan de l'Indépendance de la Martinique, de la Guyane, de la Réunion et de la Guadeloupe.

Avant d'être nommé Premier Ministre, Monsieur Michel Rocard tenait des propos le classant simultanément parmi les adversaires du système néo-colonial régissant les quatre Départements d'Outre-Mer et parmi les partisans de l'indépendance de la Martinique, de la Guyane, de la Réunion et de la Guadeloupe.

En sont témoins quelques extraits de la lettre qu'il nous a adressée en qualité de candidat à la candidature aux élections présidentielles et que voici :

"Je me permets de vous faire part d'une position que je viens de rendre publique : à mes yeux, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne souffre aucune limitation, aucune exception".

"Nous sommes solidaires des aspirations des peuples de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion dans leur lutte, contre la domination néo-coloniale".

"Il appartient à ces peuples eux-mêmes de définir le statut qui leur paraît le mieux adapté à leur situation spécifique, notamment de se prononcer sur la question de l'Indépendance ou de l'autonomie. Dans tous les cas, le devoir et l'intérêt du peuple français sont de respecter le choix des peuples intéressés et d'établir avec eux des relations de coopération véritable, sans arrière-pensée politique et sans marchandage."

Les propos de Monsieur Michel Rocard sont clairs. Ils le classent :

- parmi ceux qui sont solidaires des peuples des quatre Départements qui luttent pour abolir la domination néo-coloniale qu'ils subissent,
- parmi les partisans résolus de l'Indépendance de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion,
- parmi ceux qui considèrent les peuples de ces départements comme des étrangers que le peuple français se doit de respecter et avec lesquels il se doit d'élaborer des relations de coopération véritable sans arrière-pensée politique et sans marchandage.

### II-1 MASQUE DE LA VERTU

Devant de telles affirmations écrites, qui aurait pensé, sans risquer d'être accusé de partialité, que Monsieur Michel Rocard avait circonstancielllement pris le masque de la vertu pour recueillir quelques suffrages outre-mer, donc pour masquer son colonialisme rétrograde ?  
Personne !



Et pourtant, c'est la vérité ! C'est encore lui-même qui a pris l'initiative de l'enlever progressivement, dès sa nomination en qualité de Premier Ministre du Gouvernement de la République française, puis définitivement, le 6 avril 1990, après le triste score qu'a obtenu sa motion dans ces trois départements lors du récent Congrès de Rennes.

Saluons cette initiative, même si elle est involontaire !

## II-2 CHOIX DE MONSIEUR ROCARD SUR MONSIEUR LE PENSEC

A cet égard, nombreux sont les exemples classant Monsieur Michel Rocard parmi les partisans du maintien du colonialisme dans les Départements d'Outre-Mer. Un seul suffit pour éclairer l'opinion. Il concerne les principales vertus cardinales de Monsieur Louis Le Pensec, sur lesquelles Monsieur Rocard s'est appuyé pour faire nommer celui-ci Ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer.

Les vertus de ce dernier sont recensées dans quatre de ses nombreuses prestations, égales à elles-mêmes, qu'elles soient antérieures ou postérieures à mai 1988.

La première est antérieure à la nomination de Monsieur Louis Le Pensec aux fonctions de Ministre des Départements d'Outre-Mer.

Elle concerne la contribution personnelle de Monsieur Louis Le Pensec aux réflexions collectives de la Commission des Affaires Etrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (2).

Les trois autres sont postérieures au mois de mai 1988. Elles concernent successivement :

- les deux textes : législatif et constitutionnel, sur lesquels se fonde la mission confiée à Monsieur Jean Ripert par Monsieur le Ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer (3),
- les observations communes formulées par le Porte-Parole du Gouvernement de la République française et le Ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer contre notre requête déposée devant le Conseil d'Etat (4),
- la réponse faite par Monsieur Louis Le Pensec à notre interrogation sur la situation exacte des Départements d'Outre-Mer vis-à-vis de la Communauté Economique Européenne (5).

Ses quatre prestations mettent en évidence l'ignorance absolue du Ministre sur le Régime Constitutionnel et les Institutions Communautaires des Départements d'Outre-Mer.

En effet, elles comportent 13 aberrations dont 5 au plan national et 8 au plan communautaire.

De plus, elles ont méprisé les dispositions de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789, au moment même où la France célébrait, avec éclat et faste, le bicentenaire de ladite Déclaration !!

## II-2-1 RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES

Lors de l'examen du projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen, la contribution personnelle de Monsieur Louis Le Pensec aux institutions Communautaires des Départements et Territoires d'Outre-Mer a porté sur l'arrêt Hansen du 13 mars 1979 !(affaire 91/78).

Une telle contribution est une triple aberration.

- 1- L'arrêt Hansen du 13 mars 1979 ne concerne aucune Collectivité territoriale d'Outre-Mer.
- 2- L'arrêt Hansen, qu'a voulu évoquer Monsieur le Pensec, ne concerne nullement les territoires d'Outre-Mer.
- 3- L'arrêt Hansen, auquel Monsieur Le Pensec a voulu faire allusion, est triplement frappé de nullité pour vices de forme et de procédure et pour prescription.

## II-2-2 LETTRE DU 18 AVRIL 1989 (3)

Dans la lettre du 18 avril 1989 qu'il a adressée à Monsieur Jean Ripert, Monsieur Louis Le Pensec a évoqué l'article 73 de la Constitution du 4 octobre 1958 comme étant la traduction constitutionnelle de la loi de la départementalisation n° 46-451 du 19 mars 1946. Voilà une quatrième aberration. Celle-ci ne résiste pas à la réalité que voici :

La traduction constitutionnelle de la loi de la départementalisation est l'article 73 de la Constitution du 27 octobre 1946.

De même, l'article 227-2 et l'article 16 Convention d'Application du Traité de Rome du 25 mars 1957 sont la traduction institutionnelle de l'article 73 de la Constitution du 27 octobre 1946.

A cet égard, les profanes pourraient, à juste titre, s'interroger du mutisme de Monsieur Le Pensec sur les institutions communautaires des Départements d'Outre-Mer, alors que, dans sa lettre précitée, il parle "des conséquences prévisibles de leur intégration au grand marché européen".

Mais, en fondant sa réflexion sur l'arrêt Hansen du 13 mars 1979 (1), il avait déjà donné une réponse anticipée à son mutisme.

#### II-2-3 LETTRE DU 17 AOUT 1989 (4)

A la curieuse demande du Conseil d'Etat, trois membres du Gouvernement (Ministre de l'Intérieur, Porte-Parole et Ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer) étaient invités à formuler des observations sur notre requête.

Celle-ci visait à faire :

- d'abord, constater par le juge administratif l'incompatibilité des institutions communautaires des collectivités territoriales d'outre-mer avec les textes du Traité de Rome,
- ensuite, et par voie de conséquence, annuler complètement les élections et le scrutin du 18 juin 1989.

En réponse à la demande de la Haute Juridiction, Monsieur Le Pensec a conclu à l'irrecevabilité de notre requête, assortie d'une amende en application des articles 1016 et 1012 du Code Général des Impôts. Voilà encore une triple aberration.

En effet, Monsieur Le Pensec ignorait :

- 1 - le principe de la séparation des pouvoirs que le Conseil d'Etat, choqué, lui a rappelé en des termes assez humiliants, en rendant l'arrêt Nicolo,
- 2 - qu'il était incompétent pour statuer sur la recevabilité des requêtes déposées devant le Conseil d'Etat en général, et de la nôtre en particulier,
- 3 - que les articles 1016 et 1012 du Code Général des Impôts étaient abrogés depuis 1977 !!!

#### III-2-4 LETTRE DU 19 DECEMBRE 1989 (5)

Le 19 décembre 1989, Monsieur Le Pensec nous a adressé une réponse aberrante à notre question sur la situation exacte des Départements d'Outre-Mer vis-à-vis de la Communauté Economique Européenne, au regard des différents textes du Traité de Rome, des différents actes arrêtés et de l'arrêt Hansen rendu par les Institutions Communautaires.

En effet, dans sa lettre, Monsieur Le Pensec déclare que "le statut des Départements d'Outre-Mer, dans la Communauté Economique Européenne est

fixé par l'article 227, paragraphes 1 et 2 du Traité de Rome. La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes a, pour sa part, précisé l'interprétation qu'il convient de donner à ces dispositions". Une telle réponse a constitué une triple aberration.

- 1 - L'article 227, paragraphe 1 du traité de Rome du 25 mars 1957, ne peut être comparé ni à l'article 60 de la Constitution du 27 octobre 1946, ni à l'article 72 de la Constitution du 4 octobre 1958, respectivement antérieure et postérieure audit Traité.
- 2 - Monsieur Louis Le Pensec considère qu'il a fallu attendre un conflit entre un Etat membre de la CEE et une de ses entreprises sur un produit importé pour savoir si les Départements d'Outre-Mer faisaient oui ou non partie intégrante de la République française. Autrement dit, sans ce conflit, germano-allemand, on n'aurait jamais su si les Départements d'Outre-Mer faisaient oui ou non partie intégrante de la République française !!!
- 3 - On peut supposer qu'en l'absence de précision, l'arrêt Hansen, auquel fait allusion Monsieur Le Pensec, concerne celui du 13 mars 1979, objet de la triple aberration précédemment explicitée.

Cette triple aberration porte à 13 le nombre d'aberrations relevées dans les quatre exemples cités : soit plus de trois aberrations en moyenne par prestation !!!

En tout cas, la déclaration du prédécesseur de Monsieur Roland Dumas et le rapport Ripert contredisent les propos de Monsieur Louis Le Pensec.

En effet, le 13 novembre 1986, Monsieur Jean Bernard Raimond nous écrivait (6) :

"Les Départements d'Outre-Mer seront intégrés dans le marché intérieur seulement dans la mesure où leur situation particulière ne justifiera pas des mesures d'adaptation".

Ce qui signifie explicitement que les Départements d'Outre-Mer n'ont jamais fait et ne feront jamais partie intégrante de la République française communautaire, telle qu'elle est définie dans l'article 227-1 du Traité de Rome.

De même, le rapport Ripert (7) précise que "l'objectif prioritaire du Gouvernement doit être l'élaboration d'un projet d'ensemble situant, dans une perspective à long terme, la place des D.O.M. dans l'ensemble national" donc dans la République française.

Ce qui signifie également, mais aussi explicitement, que les Départements d'Outre-Mer, n'ont, jusqu'à ce jour, fait partie intégrante ni de la République française nationale (art. 2 des Constitutions du 27 octobre 1946 et du 4 octobre 1958), ni de la République française communautaire (art 227-1 du Traité de Rome).

De ce qui précède, il ressort que, malgré toute la bienveillance avec laquelle nous avons examiné les quatre prestations de Monsieur Le Pensec prises au hasard, parmi les nombreuses recensées et identiques à elles-mêmes, le Porte-Parole du Gouvernement ignore totalement les institutions des Départements d'Outre-Mer et partiellement les législations nationales.

#### II-2-5 MEPRIS DE LA DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN (4)

Mais, cette double ignorance n'est rien à côté du mépris manifesté par Monsieur Louis Le Pensec à l'encontre de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

En sont témoins, d'une part, son argumentation, soulevée contre la recevabilité de notre requête précitée, et d'autre part, la sanction qu'il a demandée contre nous.

En effet, une telle argumentation et une telle demande formulées au moment même où la France célébra, avec éclat et faste, le Bicentenaire de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 s'assimilent à un profond mépris de ladite Déclaration, notamment des dispositions de son article 11.

De même, il est difficile de ne pas les considérer comme une profonde atteinte aux Droits fondamentaux de l'Homme d'Outre-Mer.

En conclusion, Monsieur Louis Le Pensec est en retard de plus de deux siècles.

En effet, il défend et applique la doctrine de ceux qui, en 1789, avaient considéré que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 était "non-exportable outre-mer"!!!

#### Choix de Michel Rocard

Voilà succinctement exposées les principales vertus cardinales de l'Homme choisi par Monsieur Michel Rocard pour mettre en application sa doctrine contre les peuples d'outre-mer.

Or, cette doctrine s'oppose totalement aux propos précités qu'il nous a tenus. Elle est purement coloniale, voire despotique.

En tout cas, est insoutenable la thèse, selon laquelle un anti-colonialiste choisit un colonialiste rétrograde pour mettre en oeuvre sa doctrine et sa politique en faveur de la décolonisation !!!

De même, est insoutenable le prétexte avancé par le Gouvernement et selon lequel sa politique dans l'outre-mer serait l'expression fidèle de celle du Chef de l'Etat définie dans sa lettre aux Français. (8)

Bien que l'égalité sociale souhaitée par le Président de la République soit celle que le Gouvernement provisoire de Monsieur Félix Gouin aurait dû réaliser dans les Départements d'Outre-Mer, au plus tard le 1er janvier 1947 (9), il convient de rappeler que la nomination de Monsieur Le Pensec, en qualité de Ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer, relève exclusivement de la compétence du Premier Ministre.

Dans ces conditions, Monsieur Le Pensec met en oeuvre la politique de Monsieur Rocard. Cette politique est coloniale.

En est, d'ailleurs, témoin la récente proposition faite aux trois départements français d'Amérique, par Monsieur Michel Rocard.

### III - PROPOSITION DE MONSIEUR MICHEL ROCARD

En juin 1989, le Gouvernement, représenté par trois de ses membres (Messieurs Jacques Pelletier, Ministre de la Coopération et du Développement, Louis Le Pensec, Ministre des Départements d'Outre-Mer et Madame Edwige Avice, Ministre délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères), chargeait Monsieur Bernard Gouttes, sous-directeur au Ministère des Départements d'Outre-Mer, de l'élaboration d'un rapport sur la Coopération régionale Caraïbe à partir des trois départements antillo-guyanais.

En mars 1990, Monsieur Bernard de Gouttes, dénommé "Monsieur Caraïbe" déposait son rapport. Celui-ci comporte deux propositions :

- 1 - Création d'un délégué, basé à Paris,
- 2 - Création d'un Comité interministériel à la Coopération Caraïbe, également basé à Paris.

Ce sont ces deux propositions que le Premier Ministre a faites aux trois départements antillo-guyanais, lors de sa récente visite en Guyane.

Il s'agit de propositions, dont la maîtrise de la coopération échappe totalement tant aux responsables officiels qu'aux compétences de ces trois départements.



En effet, les décisions seront unilatéralement et secrètement prises à Paris ou à l'étranger. En sont témoins "les études engagées par la Société Black Diamond Petroleum Company, un groupe d'investisseurs américains, anglais et mexicains", qui serait "représenté notamment par l'ancien ministre français de la coopération, Monsieur Michel Aurillac" (10). Ces décisions unilatérales et secrètes engageront la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion vers non seulement des directions échappant totalement au contrôle des quatre peuples concernés, mais encore et surtout une accélération et un élargissement de leur domination coloniale !!!

En est témoin le but prioritaire de ces deux propositions :

- 1 - faire passer le message de la France européenne et de l'Europe,
- 2 - défendre les valeurs et les intérêts de la France européenne et de l'Europe.

Car, la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion sont classées au rang de territoires d'exportations pour la France européenne et l'Europe.

A cet effet, il est intéressant de noter que, dans ses séances des 13 et 14 mars dernier, le Conseil Economique et Social souligne que "la demande des Départements et Territoires d'Outre-Mer adressée à l'économie française en 1988, en termes d'échanges extérieurs, représente plus de 24 milliards de francs en chiffres absolus".

A cet égard, la déclaration suivante de Monsieur Michel Rocard est choquante, voire méprisante :

"Ni le destin, ni l'horizon de vos trois départements n'est (sic) celui de l'Europe, comme c'est le cas pour la métropole. Votre avenir est ici dans la Caraïbe et sur le continent américain".

Faudrait-il voir dans cette déclaration une condamnation sans appel de ceux qui, au Traité de Paris de 1763, pendant la deuxième guerre mondiale etc... ont maintenu ces colonies dans l'Empire Français ? Pauvre Félix Eboué de qui de Gaulle a dit : "il est le premier Français qui ait donné le signal du redressement de l'Empire Français tout entier" ?

Michel Rocard défenseur du Colonialisme.

Voilà une déclaration officielle qui gomme l'histoire !!!

Depuis plus de 355 ans, tous les représentants de la France se succèdent dans ces territoires pour faire croire à leurs peuples que, hors la métropole, ils n'ont point d'avenir, point d'horizon et point de salut.

Depuis plus de 33 ans, les représentants de la France se succèdent à un rythme exponentiel en Guadeloupe, Guyane et Martinique pour faire croire à leurs peuples que, hors l'Europe, ils n'ont point d'avenir, point d'horizon et point de salut.

Et, grâce à Monsieur Michel Rocard, ils savent que tous les représentants de la France - dont ce dernier - qui se sont succédé depuis le XVIIème siècle jusqu'au 6 avril 1990, leur ont menti !!!

Autrement dit, les solutions et propositions élaborées avant le 6 avril 1990 par les pouvoirs publics en faveur du développement physique, économique, social etc... de ces trois départements expriment le contraire de la vérité.

En ce qui nous concerne, nous faisons nôtre le proverbe : "Mieux vaut tard que jamais".

Remercions Monsieur Rocard pour cette vérité. Ni le rapport Ripert, ni le rapport Gouttes, ni le POSEIDOM etc... ne peuvent promouvoir la dignité de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe.

Cette déclaration est conforme à celle évoquée plus haut et selon laquelle les peuples de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de Réunion sont "des étrangers" qu'il aurait circonscrit comme des Français, si ceux-ci constituaient une clientèle électorale pour lui.

En conclusion, le comportement de Monsieur Michel Rocard à l'encontre des peuples d'outre-mer le classe parmi les **défenseurs du colonialisme dans l'outre-mer**. Serait-ce la réponse au faible pourcentage qu'a obtenu dans ces départements sa motion lors du Congrès de Rennes ?

En tout cas, seul le colonialisme est la réponse aux quatre contradictions suivantes.

- 1 - Comment peut-on expliquer la contradiction entre **"le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne souffre aucune limitation, aucune exception"** et la mise volontaire de ces mêmes peuples sous la tutelle de quelqu'un ignorant les institutions nationales et communautaires, sinon par la volonté de leur faire subir davantage la domination coloniale ?
- 2 - Comment peut-on expliquer la contradiction entre **"la manifestation de solidarité à l'égard des peuples dans leur lutte contre la domination néo-coloniale"** et la volonté de maintenir ces mêmes peuples sous un régime pire que celui contesté, sinon par le Colonialisme ?

- 3 - Comment peut-on expliquer la contradiction entre "le devoir et l'intérêt du peuple français sont de respecter le choix des peuples" (de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de Réunion) et l'invitation du Premier Ministre du Gouvernement de la République française au peuple français de mépriser la volonté de ces mêmes peuples, sinon par le Colonialisme ?
- 4 - Comment peut-on expliquer la contradiction entre "le devoir et l'intérêt du peuple français sont d'établir avec les peuples (de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Réunion) des relations de coopération véritable sans arrière-pensée politique et sans marchandage", et la proposition du Premier Ministre du Gouvernement de la République française tendant à imposer à ces mêmes peuples une coopération placée sous l'autorité d'un délégué et d'un comité interministériel nommés unilatéralement par la métropole, sinon par le Colonialisme ?

Pour justifier toutes ces contradictions et tous ces mépris de la volonté des peuples de ces trois départements français d'Amérique, Monsieur Michel Rocard s'est appuyé sur les divisions, divergences et concurrences etc... qui se manifestent entre leurs responsables.

Or, celles-ci sont très secondaires par rapport à celles qui se sont manifestées au sein du Parti Socialiste, lors du Congrès de Rennes de mars 1990 et qui ont curieusement enregistré un silence opaque de Monsieur Michel Rocard.

Mais, de toute façon, elles sont provoquées par les institutions nationales qui les alimentent, en vue de mieux exploiter les peuples concernés.

L'exemple le plus récent concerne les deux propositions gouvernementales :

- 1 - La création, en Martinique, d'un centre régional de formation linguistique destiné à la fois aux ressortissants non francophones de la zone et aux agents économiques de ces trois départements ;
- 2 - la création d'une cité des Sciences techniques à vocation régionale, en partie en Guyane, et en partie en Guadeloupe.

Si le principe de la proposition est recevable, la méthode est, par contre, irrecevable, pour trois raisons.

- 1 - La proposition est non seulement imposée, mais s'inscrit dans le cadre d'un programme national et européen, donc de l'exploitation de ces trois départements par la France européenne et l'Europe.

2 - Elle a été élaborée avant le 6 avril 1990.

3 - Monsieur Rocard a omis de dire que ces départements sont classés au rang de territoires d'exportations pour la France et l'Europe.

Dans ces conditions, elle ne répond ni aux aspirations ni à la dignité des peuples de la Guadeloupe, de la Guyane, et de la Martinique.

C'est pourquoi elle est rédhitoire, donc à rejeter au profit des propositions individuelles, destinées à promouvoir la dignité des trois départements.

Le réalisme et l'efficacité militent en faveur d'un plan économique complémentaire élaboré par les peuples concernés.

Souhaitons que tous les responsables officiels ou non : politiques, économiques et culturels etc..., toutes opinions confondues, résidant tant sur place qu'à l'extérieur de leur propre pays, puissent unir leurs efforts, imaginations, talents etc... au service de l'Unité des clartés dans la diversité pour promouvoir la dignité de la Martinique, de la Guyane et de la Guadeloupe.

ADIGA

20 mai 1990

## REFERENCES

- 1) Monsieur Jacques Pelletier, Ministre de la Coopération et du Développement.  
Monsieur Louis Le Pensec, Porte-Parole du Gouvernement et Ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer,  
Madame Edwige Avice, Ministre délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères.
- 2) Rapport n° 480 de la Commission des Affaires Etrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen, annexe au PV de la séance de l'AN du 18 novembre 1986, p. 61.
- 3) Annexe 1 du rapport Ripert
- 4) Lettre AP/DOM/DM du 7 août 1989
- 5) Lettre n° 2921 du 19 décembre 1989
- 6) Lettre n° 1040 CM du 13 novembre 1989
- 7) Rapport Ripert, p. 4
- 8) Lettre aux Français, p. 44
- 9) Article 2 de la loi n° 46-451 du 19 mars 1946
- 10) Le Monde du 19 avril 1990, p. 28
- 11) Le Monde du 8 et 9 avril 1990, p. 8  
France Antilles Hebdo du 13 avril 1990, p. 23  
ICAR n° 785 du 16 avril 1990, P. 2

II

REFLEXIONS SUR LES PROPOS  
DE MONSIEUR JEAN POPEREN

par

A. D. I. G. A.



REFLEXIONS SUR LES PROPOS TENUS SUR LES DEPARTEMENTS  
ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER PAR MONSIEUR JEAN POPEREN,  
MINISTRE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Le présent article analyse les raisons ayant incité Monsieur Jean Poperen, Ministre chargé des Relations avec le Parlement, à tenir les propos suivants sur les Départements et Territoires d'Outre-Mer :

"Tout le monde s'en fout des Départements et Territoires d'Outre-Mer, cela ne mérite pas autant de débats au Parlement" !

"Tout le monde sait que les chiffres" (du budget) sont faux et les pourcentages arrangés" !

L'analyse constate que les propos expriment une double vérité :

- 1 - la pensée profonde des responsables des pouvoirs publics d'hier et d'aujourd'hui sur les problèmes des Départements et Territoires d'Outre-Mer,
- 2 - l'inconstance des projets et propositions gouvernementaux concernant ces collectivités d'Outre-mer.

Le 12 juin 1990, l'Assemblée a confirmé la première et le 20 décembre 1989, le rapport Ripert la seconde.

En effet, le 12 juin 1990, tout de suite après que le Président de l'Assemblée Nationale et le Porte-Parole du Gouvernement eussent prononcé l'éloge funèbre de Charles Hernu, la quasi-totalité des députés ont quitté de façon spectaculaire l'hémicycle du Palais Bourbon pour ne pas participer au débat consacré à l'examen du rapport Ripert.

Dans ces conditions, la rectification apportée au plus tard aux propos gouvernementaux, suite à l'intervention du député Jalton, avait été préalablement démentie par l'Assemblée Nationale. (1)

Quant au rapport Ripert, il comporte des chiffres complètement faux sur les données économiques des Départements d'Outre-Mer, notamment ceux du PIB par tête d'habitant, du taux de chômage, de la balance commerciale, etc.

A cet égard, l'A.D.I.G.A. salue le courage politique de Monsieur Jean Poperen pour ses propos qui n'ont fait l'objet d'aucun démenti dans les journaux qui les ont reproduits.

\*\*\*\*\*

1) AN (CR) n° 41 J.O du 13 juin 1990, p. 2308.

- 2 - "Les fausses données" utilisées par les pouvoirs publics pour obtenir des "arrangements" creux destinés à résoudre les problèmes de l'Outre-Mer, ont toujours été considérées et sont encore considérées hélas ! comme des vérités universelles par la plus grande majorité, sinon la totalité, des représentants officiels d'Outre-Mer.

Dans ces conditions, ceux-ci ont, donc, toujours désinformé, et désinforment encore aujourd'hui hélas ! les peuples qu'ils sont censés défendre. Ce qui est extrêmement grave. Car, **un peuple désinformé est sans boussole et sans ambition. Il est condamné à subir.**

A cet égard, Monsieur Jean Poperen a simplement traité d'incompétents les responsables officiels d'hier et d'aujourd'hui de l'Outre-Mer, toutes opinions confondues.

Il a considéré qu'il a été possible de leur faire avaler toutes les couleuvres, au cours de ces 46 dernières années.

En conclusion, si les peuples concernés accusaient leurs représentants officiels de trahison et en tiraient les conséquences qui s'imposent, ils feraient une avancée appréciable vers le respect de leur volonté et de leur dignité.

Luttant pour la vérité, l'A.D.I.G.A. ne peut être contre cette vérité, même lorsque celle-ci est ressentie comme une profonde offense pour elle.

C'est pourquoi, elle salue le courage politique de Monsieur Jean Poperen d'avoir dit cette double vérité qu'elle essaie vainement de faire comprendre aux peuples d'Outre-Mer depuis plusieurs années.

Cependant, l'A.D.I.G.A. se pose la question de savoir si le silence opaque du ministre sur les nombreuses délégations officielles et les différentes personnalités qui se rendent fréquemment dans l'outre-mer signifieraient qu'elles y viennent pour renforcer la campagne de désinformation des peuples concernés ?

En conclusion, si l'opinion de Monsieur Jean Poperen avait exprimé le contraire de celle des pouvoirs publics, ceux-ci auraient réagi avant l'intervention du député Bertrand.

De même, si l'opinion du Ministre socialiste sur les représentants officiels de l'Outre-Mer avait exprimé le contraire de la vérité, tous les parlementaires socialistes auraient simultanément démissionné de leurs mandats nationaux et du parti socialiste national.

Enfin, si les parlementaires d'Outre-Mer étaient les véritables représentants des peuples concernés, ils auraient manifesté, sous deux formes, leur désaccord avec les propos de l'exécutif :

- 1 - en démissionnant en bloc, de toutes les institutions nationales, notamment, du Parlement,
- 2 - en unissant leurs diversités dans la clarté, en vue de préparer une riposte intelligente, constructive et commune aux institutions nationales.

Cette riposte serait assortie d'une proposition générale, destinée à promouvoir, par les peuples, avec les peuples et pour les peuples, leur dignité dans l'honneur.

Toute autre réponse tendrait à renforcer les institutions nationales dans leurs préjugés !

L'A.D.I.G.A. invite les peuples d'Outre-Mer à se préparer pour relever dignement le défi qui leur est lancé, donc, à faire taire toutes leurs querelles personnelles, idéologiques etc... au profit exclusif de l'Unité des Diversités dans la Clarté.

Pour cela, ils se doivent de se constituer en groupes de réflexion, en groupes de media populaires et en groupes d'action, pour préparer le grand mouvement unitaire vers la marche irréversible de leur dignité dans l'honneur.

20 Mai 1990

# ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS GÉNÉRAUX DES ANTILLES

## COMMUNIQUE

REFLEXIONS SUR LES PROPOS DE MONSIEUR JEAN POPEREN, MINISTRE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT (1).

"Tout le monde s'en fout des Départements et Territoires d'Outre-Mer, cela ne mérite pas autant de débats au Parlement" !

"Tout le monde sait que les chiffres "(du budget)" sont faux et les pourcentages arrangés" !

Tels sont les propos publics tenus, le 9 avril 1990, par Monsieur Jean Poperen, Ministre chargé des Relations avec le Parlement.

Ces propos ont provoqué l'indignation du député guyanais, Monsieur Léon Bertrand, que l'A.D.I.G.A comprend, mais qui aurait dû se manifester sous une forme plus proche de la réalité.

En effet, ils ont exprimé une double vérité.

- 1 - Le Ministre n'a fait qu'exprimer publiquement, mais très fidèlement, la profonde pensée des pouvoirs publics, d'hier et d'aujourd'hui, sur l'Outre-Mer.

S'agissant des pouvoirs publics actuels, il a simplement pris, sous une forme plus atténuée, le relais du Premier Ministre du Gouvernement de la République française, en tenant des propos moins choquants, moins méprisants, moins indignes que ceux tenus, le 6 avril 1990 en Guyane, par Monsieur Michel Rocard (2).

Dès lors, on peut s'interroger sur la valeur de l'ensemble des mesures gouvernementales, destinées à honorer la promesse faite par le Président de la République à l'Outre-Mer lors de la campagne des élections présidentielles de 1988, si, a priori, les futurs responsables, donc ceux actuels, des pouvoirs publics savaient que les données des mesures qu'ils prendront, seraient fausses.

Et pourtant, c'est la réalité !

En effet, un examen sérieux de toutes les propositions gouvernementales (POSEIDOM, rapports Ripert, Gouttes etc...) démontre que celles-ci sont fondées sur de "fausses données", et, par conséquent, "des arrangements" creux.

---

1) France Antilles HEBDO du 27 avril 1990, p. 24.

2) Le Monde des 8 et 9 avril 1990, p. 8

ICAR n° 785 du 16 avril 1990, p. 2

III

PROPOSITION DE REVISION DU REGIME  
CONSTITUTIONNEL DES DEPARTEMENTS  
D'OUTRE-MER

par

Georges NICOLO

### 3 - Proposition d'un Régime Constitutionnel Pour la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion.

Pour éviter la répétition de telle action gouvernementale non seulement inutile et coûteuse, mais encore contraire à la dignité des peuples des départements d'Outre-Mer, l'A.D.I.G.A a élaboré une proposition.

Celle-ci a été rendue publique le 29 mars 1990.

Elle tend à réviser les statuts national et communautaire des Départements d'Outre-Mer.

Elle résulte de l'expérience de 44 ans d'échec de la départementalisation du 19 mars 1946, dont 32 au plan communautaire.

Elle constitue une base de réflexion constructive, destinée à promouvoir la dignité des Départements d'Outre-mer.

La proposition consiste à créer six directoires, dont deux centraux et quatre territoriaux pour une période transitoire de 18 mois à compter du 1er juillet 1990.

Les directoires sont chargés d'expédier les affaires courantes et d'élaborer un projet constitutionnel pour la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion.

La création des directoires :

- abroge la loi de la départementalisation du 19 mars 1946,
- supprime le ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer, les préfectures et les Commissariats de la République,
- abroge l'article 227-2 du Traité de Rome du 25 mars 1957.

La proposition prévoit l'approbation du projet constitutionnel, par voie référendaire, sur la question suivante :

Voulez-vous que la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion décident des mesures d'adaptation nécessitées par leur situation particulière ou voulez-vous que la France européenne décide des mesures d'adaptation nécessitées par la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion ?

La proposition reste toujours d'actualité. Mais, compte tenu des 28 mois qui nous séparent de la date fatidique du 1er janvier 1993, le calendrier doit être revu.

# ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DES INTERETS GENERAUX DES ANTILLES

(A. D. I. G. A.)

## PROPOSITION D'UN REGIME CONSTITUTIONNEL POUR LA GUADELOUPE, LA GUYANE, LA MARTINIQUE ET LA REUNION

### I - INTRODUCTION

La présente proposition concerne l'ensemble du peuple français.

D'abord, les peuples de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de Réunion pour le Régime actuel de leur pays.

Ensuite, le peuple français dans son ensemble à cause du reniement par ses représentants successifs, des engagements pris, en 1946, par la France à l'égard de ses quatre anciennes colonies.

Enfin, tous les démocrates et républicains respectueux des Droits Universels de l'Homme.

Elle résulte d'un constat d'échec de 44 ans de départementalisation et de vaines promesses officielles.

Elle a pour but d'être exclusivement une base de réflexion constructive, destinée à promouvoir la dignité dans l'honneur de ces quatre pays.

Pour cela, elle tend à supprimer le Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer et les Préfectures locales, et à rendre inopérant l'article 227-2 du Traité de Rome du 25 mars 1957.

A cet effet, le Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer est remplacé par deux Directoires nationaux. Ceux-ci sont chargés d'expédier les affaires courantes et d'élaborer le projet Constitutionnel précité.

La fin de son élaboration est prévue, au plus tard, le 30 septembre 1991 et sa ratification, le 31 décembre 1991.

Cette ratification se fait, par voie référendaire, sur la question suivante :

Voulez-vous que la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion décident des mesures d'adaptation nécessitées par leur situation particulière ou voulez-vous que la France européenne décide des mesures d'adaptation nécessitées par la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion ?

### II - RAPPEL HISTORIQUE

Les colonies de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de Réunion sont érigées en départements de la République française, en vertu de la loi n° 46-451 du 19 mars 1946.



On impose la départementalisation à la Guadeloupe qui ne l'a pas sollicitée.

Composée exclusivement de trois articles, la loi de la départementalisation prévoit l'égalité complète entre les quatre nouveaux départements et ceux de la métropole, au plus tard, le 31 décembre 1946.

Au plan national elle est traduite en article 73 respectivement de la Constitution du 27 octobre 1946 et de celle du 4 octobre 1958.

Un examen attentif de chacun de ces deux articles montre que l'article 73 de la Constitution de 1946 est plus rétrograde que celui de la Constitution de 1958.

Mais, est restée inchangée la pratique des pouvoirs publics à l'encontre des quatre nouveaux départements.

Au plan communautaire la loi de la départementalisation est traduite en article 227-2 du Traité de Rome. Celui-ci prévoit aux départements d'Outre-mer, l'application intégrale des dispositions du Traité, au plus tard, le 31 décembre 1959.

Autrement dit, il prévoit leur intégration complète à la République française définie à l'article 227-1 du Traité de Rome qui est celle définie à l'article 2 de la Constitution de 1958 au plus tard le 31 décembre 1959.

Il prévoit donc l'égalité complète entre les Départements d'Outre-Mer et ceux de la France européenne, d'une part, et les régions Communautaires, d'autre part, au plus tard, le 1er janvier 1960.

Aujourd'hui, force est de constater que l'égalité est toujours à l'ordre du jour, soit 44 ans après l'expiration du délai fixé pour l'atteindre au plan national et 31 ans après celle du délai fixé pour l'atteindre au plan Communautaire.

Quels que soient la nature des arguments avancés pour justifier ce double retard qui se prolonge et les quelques aspects positifs de la départementalisation, force est d'affirmer que celle-ci est un échec.

### III - ORIGINES DE L'ECHEC DE LA DEPARTEMENTALISATION

Celui-ci a plusieurs origines. En voici les 4 principales :

- l'irréalisme des cinq députés de Guyane, de Martinique et de Réunion, co-auteurs des trois propositions en faveur de la colonisation pour décoloniser les quatre colonies !!!
- la vacuité de la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 issue de ces trois propositions de loi et qui permet aux institutions nationales et communautaires de faire n'importe quoi, notamment, de violer en toute impunité et simultanément les textes des Constitutions nationales et du Traité de Rome ;

- le mal institutionnel de la IVème République : l'instabilité ministérielle et la pratique traditionnelle séculaire du fonctionnement des institutions nationales à l'encontre de l'Outre-Mer ;
- la crédulité et la naïveté de la plupart des représentants autochtones officiels, pour lesquels l'adhésion aveugle à un parti politique national ou à une idéologie importée sont et demeurent la meilleure stratégie de l'union des peuples concernés pour décoloniser leurs pays colonisés.

A cet égard, le sinistre spectacle actuel qu'offrent les partis nationaux, démontre, à l'évidence, que cette stratégie est la pire de toutes.

#### IV - CONSEQUENCES DE LA DEPARTEMENTALISATION

Dans ces conditions, les conséquences de la départementalisation sur la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion sont néfastes.

En voici les 7 principales :

1. Crise générale - crise sociale, économique et politique - crise morale, intellectuelle et culturelle, etc...,
2. institution de l'assistanat pour mieux exploiter les classes laborieuses,
3. institution de l'expatriation de la jeunesse et des forces vives pour mieux diviser chacun des quatre peuples concernés (division entre concitoyens sur place et ceux résidant provisoirement hors de leur pays),
4. démission des élites dans les affaires de leurs pays, fuite des cerveaux, etc...,
5. propension à la promotion de la médiocrité, sur laquelle l'opinion publique forme son jugement,
6. institution des pressions corruptrices,
7. anarchie du pouvoir judiciaire etc...

#### V - MANQUE DE COURAGE POLITIQUE ET D'HONNETETE INTELLECTUELLE

Le manque de courage politique et d'honnêteté intellectuelle des uns et la désinformation pratiquée par les autres, y compris les média, ont une part substantielle dans la décadence actuelle de ces quatre Départements d'Outre-Mer et le double retard de ceux-ci respectivement sur ceux de la France européenne et les régions communautaires.

Ce manque de courage politique et d'honnêteté intellectuelle et cette désinformation se manifestent encore dans les dernières solutions faites par l'exécutif aux Départements d'Outre-Mer pour rattraper leur double retard sus-mentionné.

De telles solutions sont rédhibitoires, parce que fondées sur les mêmes dispositions constitutionnelles ayant entraîné la rétrogradation progressive de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, donc destinées à accélérer la progressivité de cette rétrogradation.

## VI - PROPOSITION

Que faire pour freiner et inverser cette tendance ?

La présente proposition tente d'apporter quelques éléments de réponse à cette question fondamentale.

Elle est fondée sur les trois constantes suivantes.

1. Les représentants de la France, toutes opinions confondues, ne prendront jamais de dispositions favorables à l'égalité complète et entière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion avec d'une part, les départements et régions de la France européenne, et, d'autre part, les régions communautaires, parce que vivant encore avec des préjugés.
2. Les représentants de la France n'abandonneront leurs préjugés que lorsque chacun des quatre peuples concernés aura fait la démonstration irréfutable de son aptitude à agir et réagir en peuple majeur et responsable et que lorsque les quatre peuples concernés prendront, d'un commun accord, l'initiative de promouvoir, chacun à sa manière, mais dans l'unité d'action, leur dignité dans l'honneur.
3. Aucun peuple responsable ne peut laisser à un autre, quel que soit le noble sentiment qui anime celui-ci, prendre l'initiative de promouvoir sa dignité dans l'honneur.

La présente proposition s'appuie sur les deux paramètres suivants :

1. le temps nécessaire pour la prise de conscience collective de chacun de ces peuples sur cette triple vérité ;
2. la manière dont ces quatre peuples pourront bénéficier des moyens contemporains pour exprimer et faire prévaloir leur volonté.

La présente proposition porte sur le régime Constitutionnel et, par voie de conséquence, sur les institutions Communautaires de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Le futur régime Constitutionnel ne pourra, à lui seul, guérir, tous les maux de ces quatre pays pour leur permettre de promouvoir progressivement leur dignité dans l'honneur.

Il sera, d'abord, un facteur de promotion de l'unité des peuples dans la clarté des diversités.

Il sera, ensuite, un facteur de base édictant les principes et règles de l'organisation de leur société.

Il sera, enfin, un instrument pouvant mettre fin, de manière irréversible, d'une part, aux pouvoirs omnipotents du Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer et, d'autre part, à ceux illimités du Conseil et de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

A cet égard, il vise de nouvelles institutions.

Celles-ci doivent permettre de mettre fin à la décadence progressive de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Pour cela, elles doivent, d'abord, être l'expression fidèle et démocratique de la volonté générale de l'ensemble du peuple vivant tant au dedans qu'au dehors de chacun des quatre pays ; volonté qui s'impose également tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de chaque pays.

Elles doivent, ensuite, promouvoir un système économique valorisant et organisant rationnellement les potentialités locales, qui attribue à chaque pays le contrôle de ses principales sources de production et où la conduite des entreprises inclut la participation effective et active des organismes de travailleurs autochtones.

Elles doivent, enfin, faciliter le retour des victimes de l'institution d'expatriation et des cerveaux en fuite à leur pays d'origine, l'émergence d'une nouvelle élite politique consciente de sa responsabilité devant l'histoire et à l'égard de son pays.

Pour élaborer un tel projet, deux hypothèses sont possibles :

1. ou bien, chaque collectivité élabore son projet, puis le soumet au pouvoir exécutif qui se charge de le transformer en réalité vivante.
2. ou bien, se créent six directoires :
  - un auprès du Président de la République,
  - un auprès du Gouvernement,
  - un dans chacune des quatre collectivités territoriales.

La deuxième hypothèse est la meilleure pour des raisons d'efficacité, de dynamique de l'unité et de compréhension mutuelle. Cependant, elle est aussi valable si un seul des quatre pays est concerné.

La création des Directoires abroge la loi n° 46-451 du 19 mars 1946, supprime le Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer et les Préfectures locales, et rend inopérant l'article 227-2 du Traité de Rome du 26 mars 1957.

Dans la hiérarchie des Institutions nationales, le Président de chacun des deux Directoires nationaux est classé au rang de Ministre d'Etat et le Préfet ou le Commissaire de la République à celui de délégué de l'Etat.

La composition de chaque directoire est telle que le projet soit exclusivement l'expression fidèle de la volonté de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Les Directoires territoriaux sont placés sous l'autorité des deux Directoires nationaux, notamment, du Directoire auprès du Gouvernement.

Les missions des six Directoires sont complémentaires.

La mission des deux Directoires nationaux est double :

1. expédier, pendant la période transitoire de 15 mois à compter du 1er juillet 1990 et conformément aux règles établies, les affaires courantes nationales,
2. élaborer un projet de régime constitutionnel pour la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion.

La mission de chaque Directoire territorial est d'expédier les affaires courantes locales et d'exécuter la mission que lui confient les deux Directoires nationaux en matière de réflexion commune sur le projet de régime constitutionnel.

Afin d'éviter toute ambiguïté sur l'élaboration du projet, celui-ci est fondé sur :

- la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789,
- la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948,
- la Convention européenne des Droits de l'Homme du 4 novembre 1950.
- la Constitution du 4 octobre 1958.

Le projet est terminé au plus tard le 30 septembre 1991.

Il est soumis par voie référendaire, au plus tard, le 31 décembre 1991 à la ratification du peuple français sur la question suivante :

Voulez-vous que la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion décident des mesures d'adaptation nécessitées par leur situation particulière ou voulez-vous que la France européenne décide des mesures d'adaptation nécessitées par la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion ?

Telle est, à mon avis, la seule proposition valable en l'état actuel des choses et susceptible de permettre à l'ensemble du peuple français de donner de nouveau son opinion sur la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion qui veulent promouvoir leur dignité dans l'honneur.

R. G. NICOLO

29 mars 1990

IV

ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA  
SUPPRESSION DU MINISTÈRE DES  
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES  
D'OUTRE-MER

par

Georges NICOLO

# ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DES INTERETS GENERAUX DES ANTILLES

(A. D. I. G. A.)

## ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA SUPPRESSION DU MINISTERE DES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

La proposition de supprimer le Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer a suscité de nombreuses réactions, à la fois, positives et négatives.

Les réactions négatives émanent soit des partisans du maintien du système colonial dans ces départements d'Outre-Mer, soit de personnes manipulées, ou encore des gens ignorant le régime de ces collectivités et le fonctionnement de leurs institutions.

Le présent article compare leur situation institutionnelle à celle des départements métropolitains tant au plan national qu'au plan international, notamment communautaire.

Il apporte la preuve que l'existence du Ministère des Départements et Territoires d'Outre-mer :

- apparaît comme un Etat monarchique illégitime au sein d'un Etat républicain qui l'aurait imposé aux peuples d'Outre-Mer,
- est contraire aux principes constitutionnels en vigueur et aux dispositions des Déclarations des Droits de l'Homme approuvées et ratifiées par la France.

Enfin, il démontre que l'exception d'inconstitutionnalité pourrait être soulevée contre le Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer.



**ARGUMENTS EN FAVEUR  
DE LA SUPPRESSION DU MINISTERE DES  
DEPARTEMENTS ET  
TERRITOIRES D'OUTRE MER**

Notre proposition concernant la suppression du Ministère des Départements et Territoires (1) a suscité de nombreuses réactions, à la fois, positives et négatives. Les premières l'emportent sur les secondes.

Si l'ensemble des peuples de France avait été objectivement informé des régimes des Départements d'Outre-Mer et de la pratique fonctionnelle des Institutions nationales et communautaires à l'encontre de ces collectivités d'Outre-Mer, il aurait probablement et unanimement réagi en faveur de la suppression du Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer.

A cet égard, fondons nos arguments sur l'un des principes fondamentaux de la Constitution Républicaine : L'EGALITE POUR TOUS.

Puis, comparons succinctement, mais explicitement, la situation institutionnelle des départements de la France européenne à celle des Départements d'Outre - Mer

(1) France Antilles hebdo du 13 avril 1990 page 5

## **RESPECT DU PRINCIPE D'EGALITE**

Le respect des principes fondamentaux constitutionnels en vigueur, notamment de celui de l'égalité, admet deux hypothèses en matière d'administration :

- ou bien, les 100 départements de la république française seraient placés sous les autorités respectivement du seul ministre de l'intérieur, au plan national, et des institutions communautaires , à travers la république française, au plan européen,
- ou bien, les 100 départements de la république française seraient placés sous les autorités respectivement de 25 ministères particuliers, ayant les mêmes pouvoirs omnipotents que ceux attribués au ministère des Départements Territoires d'Outre-Mer au plan national, et simultanément, des institutions nationales et communautaires, au plan européen.

Or, la pratique fonctionnelle de ces deux catégories d'institutions distingue les 96 départements de la France européenne des 4 Départements d'Outre-Mer.

Les 96 Départements de la France européenne bénéficient de l'intégralité des champs d'application respectivement des textes de la Constitution du 4 octobre 1958 et de ceux du Traité de Rome du 25 mars 1957, tandis qu'inversement, les 4 Départements d'Outre-Mer en sont exclus partiellement, sinon totalement.

## **DEPARTEMENTS DE LA FRANCE EUROPEENNE**

AU PLAN NATIONAL, les 96 Départements de la France européenne sont placés sous l'autorité directe du Ministre de l'Intérieur

Ils sont régis par l'article 72 de la Constitution. Ils exercent l'intégralité des missions que leur confèrent la loi du 10 août 1871 et les textes subséquents.

Ils sont administrés par des préfets qui exercent exclusivement les attributions que leur confère l'article 72-3 de la constitution.

Les lois républicaines votées au parlement les incluent dans l'intégralité de leur champ d'application temporel et spatial.

AU PLAN EUROPEEN, dès l'entrée en vigueur du Traité de Rome, les 96 départements de la France européenne sont membres à part entière de la Communauté dans le cadre de la République française communautaire (art 227-1)

Ils sont inclus dans l'intégralité du champ d'application temporel et spatial du Traité de Rome.

Ils sont représentés au sein de toutes les instances communautaires, à travers les institutions nationales.

AU PLAN INTERNATIONAL, ils sont représentés au sein de toutes les instances internationales reconnues par la France et, par voie de conséquences, entretiennent des relations bilatérales et multilatérales avec l'étranger.

AU PLAN GENERAL, les citoyens des 96 départements de la France européenne bénéficient de l'ensemble des dispositions de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, notamment de ses articles 1,6 et 11.

Ils ont donc toutes les vertus et tous les talents pour être admissibles, puis éligibles à toutes les dignités locales, nationales et internationales.

## **DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

AU PLAN NATIONAL, les 4 Départements d'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) sont placés sous l'autorité du Ministre des Départements d'Outre-Mer.

Celui-ci exerce les pouvoirs que lui confère la circulaire du 16 Novembre 1960.

Ces pouvoirs sont omnipotents. Ils s'apparentent à ceux d'un Etat monarchique. Ils s'étendent depuis ceux en partie du Président de la République et du Premier Ministre, ceux en partie de tous les membres du Gouvernement, ceux en partie du Conseil Constitutionnel et du Conseil Economique et Social etc.; jusqu'à ceux en partie des Institutions locales.

De plus, le Ministère des Départements et Territoires est une administration directe.

La plupart des ministres, soit de la France d'Outre-Mer, soit des Départements et Territoires, ainsi que leurs collaborateurs directs, qui se sont succédé de 1946 à nos jours, ignorent le plus souvent tout de ces quatre départements.

Il leur faut un certain temps pour se familiariser avec les dossiers en suspens, mais qui sont très éloignés des réalités et de leur propre conception sur ces 4 collectivités.

Dans ces conditions, leurs nominations s'apparentent plutôt à des promotions personnelles qu'à des missions se conformant aux principes fondamentaux énoncés dans les deux Constitutions respectivement du 27 Octobre 1946 et du 4 Octobre 1958.

Les quatre Départements d'Outre-Mer sont simultanément régis par les articles 72 et 73 de la constitution.

Ils exercent partiellement les missions qui leur sont intégralement conférées par la loi du 10 août 1871 et les textes subséquents.

En sont témoins les dispositions des décrets du 3 mars 1948 et du 26 avril 1960.

A cet égard, les décrets d'avril 1960 sont des aberrations hallucinantes.

En effet, les avis des Conseils Généraux sont juridiquement inaptes à modifier des projets de loi conformes à l'article 39 de la constitution.

Chacun des quatre Départements d'Outre-Mer est administré par un Préfet qui exerce, sous l'autorité du Ministre de tutelle, des prérogatives égales, sinon plus importantes dans son département que celles du ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer dans l'ensemble de ces collectivités territoriales.

Il a donc des prérogatives plus importantes que celles que lui confère l'article 72-3 de la Constitution.

Les lois républicaines votées au Parlement les excluent partiellement, sinon totalement de leur champ d'application.

AU PLAN EUROPEEN, le Traité de Rome prévoit (en son article 227-2, alinéa 1, et en l'article 16 de sa convention d'application) que dès l'entrée en vigueur du Traité de Rome, les 4 Départements d'Outre-Mer sont simultanément des membres intégrés partiellement et des membres associés à la Communauté Economique Européenne.

Mais, un examen des textes du Traité de Rome démontre que les Départements d'Outre-Mer n'étaient pas juridiquement intégrés partiellement à la Communauté Economique Européenne. Ils y étaient seulement associés.

Le Traité de Rome prévoit que, dès son entrée en vigueur, la France abandonne totalement les Départements d'Outre-Mer entre les mains du Conseil et de la Commission de la C.E.E.

Il a fallu attendre l'arrêt Hansen du 10 octobre 1978 concernant un conflit germano-allemand pour s'interroger sur leur situation exacte vis-à-vis de la Communauté, à travers la République Française.

Cet arrêt a prétendu qu'ils feraient partie intégrante de la République Française.

Or, il est frappé de nullité pour vices de forme et de procédure et pour prescription.

Admettons l'hypothèse, selon laquelle l'arrêt serait légal. Alors les Départements d'Outre-Mer ne feraient partie intégrante de la République Française Communautaire qu'à partir du 10 octobre 1978: soit 32 ans après la promulgation de la Constitution de 1946, soit plus de 21 ans après la signature du Traité de Rome !!.

Cette hypothèse est démentie par les deux mémorandums de 1978 et 1987, le POSEIDOM etc ....

Les quatre Départements ne sont représentés dans aucune des instances communautaires.

De plus, ils sont considérés comme des territoires d'exportation donc comme des pays étrangers pour la France européenne et l'Europe.

AU PLAN INTERNATIONAL, ils ne sont représentés dans aucune instance internationale, et par voie de conséquence, n'entretiennent ni directement, ni indirectement aucune relation normale avec l'extérieur.

AU PLAN GENERAL, la pratique fonctionnelle des institutions nationales et communautaires, ainsi que la composition de celles-ci, laisseraient supposer que les peuples de Martinique, de Guyane, de Réunion et de Guadeloupe seraient inéligibles aux dispositions de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, notamment de son article 6.

Autrement dit, ils n'auraient ni les vertus, ni les talents pour être admissibles et éligibles aux véritables dignités locales, nationales et internationales !!!

## **CONCLUSION**

En conclusion, l'existence du Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer :

- apparaîtrait comme un Etat monarchique illégitime au sein de l'Etat français républicain, qui l'aurait imposé aux peuples d'Outre-Mer !
- rompt le principe d'égalité prévu dans les deux dernières Constitutions républicaines, notamment celle du 4 octobre 1958 (2)
- maintient le système colonial dans les Départements d'Outre-Mer de la République française, égale pour tous (3)
- s'oppose aux Droits fondamentaux de l'Homme, notamment de l'Homme d'Outre-Mer, prévus à l'article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen,
- laisserait supposer que les peuples de Martinique, de Guyane, de Réunion et de Guadeloupe seraient des incapables majeurs,
- laisserait supposer que l'expatriation institutionnalisée de nos forces vives (Guyanaises, Martiniquaises et Guadeloupéennes) serait la solution idéale pour promouvoir le progrès de nos pays,
- tendrait à s' assimiler à une société se conformant aux dispositions de l'article 16 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen !!!

Dans ces conditions, l'existence du Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer est contraire aux principes fondamentaux constitutionnels en vigueur.

Dès lors, l'exception d'inconstitutionnalité pourrait être soulevée contre l'existence de ce ministère.

(2) préambule, article 2, 77 etc.. de la constitution du 4 oct 1958  
(3) alinéa 18 du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946.

D'autant plus que nous, peuples de Martinique, de Guyane, de Réunion et de la Guadeloupe, nous considérons, comme en témoignent les évidences d'hier et d'aujourd'hui, comme suffisamment majeurs pour promouvoir notre dignité dans l'honneur, d'une part, et pour être éligibles à toutes les dignités d'autre part.

En conclusion, quelle que soit la nature des arguments avancés hier et réitérés aujourd'hui par les différents responsables des pouvoirs publics pour justifier l'existence du Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer, force est de constater qu'ils ne résistent à ceux constitutionnels moraux et intellectuels, développés partiellement dans le présent document et militant en faveur de la suppression dudit Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer.

21 Mai 1990

**R. G. NICOLO**



V

REFLEXIONS SUR L'INTERVIEW DE  
MONSIEUR JEAN-JOSE CLEMENT

par

Georges NICOLO

# ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DES INTERETS GENERAUX DES ANTILLES

(A. D. I. G. A.)

## REFLEXIONS SUR L'INTERVIEW DE MONSIEUR JEAN-JOSE CLEMENT DELEGUE NATIONAL DU RPR POUR LES ORIGINAIRES D'OUTRE-MER INSTALLEES EN METROPOLE, CONSEILLER DE PARIS ET CONSEILLER REGIONAL D'ILE DE FRANCE.

Les deux articles, l'un de l'A.D.I.G.A. et l'autre de son Président, sont des réponses à celui de Monsieur Jean-José Clément, intitulé "l'action du Général de Gaulle dans les Départements d'Outre-Mer".

Ils rétablissent la vérité historique.

En effet, le Délégué national du mouvement gaulliste, RPR, a attribué au Général de Gaulle la paternité de la loi de la départementalisation de 1946.

Or, ayant quitté la présidence du deuxième gouvernement provisoire le 20 janvier 1946, le Général de Gaulle ne peut aucunement être le père de la loi de la départementalisation du 19 mars 1946.

L'A.D.I.G.A. a considéré cet article comme une exploitation ignominieuse du nom du Général de Gaulle au profit d'ambitions personnelles, donc aux dépens de la morale et de l'honnêteté politiques.

Elle s'est étonnée que cette falsification publique de l'action du Général de Gaulle dans les Départements d'Outre-Mer eût bénéficié du silence opaque de la classe politique nationale surtout au moment où on célèbre le centenaire de sa naissance et le cinquantenaire de l'appel du 18 juin 1940.

Elle a considéré ce silence opaque comme une volonté délibérée de la classe politique d'étouffer la vérité sur tout ce qui concerne les Départements d'Outre-Mer.

### Jean-José Clément pris en flagrant délit

Le 8 juin 1990, la vérité a éclaté publiquement.

L'A.D.I.G.A. a considéré que ce jour-là, Monsieur Jean-José Clément a été pris en flagrant délit, en falsifiant l'action du Général de Gaulle dans les Départements d'Outre-Mer, donc en étouffant la vérité sur ces derniers.

Ce comportement audacieux laisserait supposer que le délégué national du RPR a toujours falsifié la vérité sur les Départements d'Outre-Mer au profit d'intérêts étrangers à ceux de ces collectivités d'Outre-Mer.

Quant au Président de l'A.D.I.G.A., il invite la France à préserver, protéger et défendre le précieux héritage du Général de Gaulle.

## REFLEXIONS SUR L'INTERVIEW DE Monsieur Jean-José CLEMENT

L'interview de Monsieur Jean-José Clément, parue dans France Antilles Hebdo du 8 juin 1990 et intitulée "L'Action du Général de Gaulle dans les Départements d'Outre-Mer" comprend trois questions-réponses.

Or, seule la deuxième concerne le Général de Gaulle. Elle appelle, de ma part, une triple observation :

### I - Départementalisation

Ayant quitté la présidence du deuxième Gouvernement Provisoire le 20 janvier 1946, à la suite d'un conflit l'opposant à son Ministre des Finances Monsieur André Philip sur la conception de la future Constitution de la IVème République, le Général de Gaulle ne peut être aucunement le père de la loi de la départementalisation du 19 mars 1946.

Celle-ci est l'oeuvre exclusive du troisième Gouvernement Provisoire présidé par Monsieur Félix Gouin, et qui a préparé le premier projet constitutionnel du 19 avril 1946.

Le Général de Gaulle mena une campagne efficace contre celui-ci qui fut rejeté par le référendum du 5 mai 1946.

De même, il mena une vive, mais vaine campagne contre le second projet constitutionnel. Préparé par le quatrième Gouvernement Provisoire et adopté lors du référendum du 13 octobre 1946, celui-ci devient la Constitution du 27 octobre 1946.

A cet égard, fut très claire la position du Général de Gaulle sur cette constitution de 1946.

Celle-ci est condamnable et doit être combattue, par ce qu'elle instaure "un régime d'irresponsabilité et d'impuissance"<sup>(1 et 2)</sup>.

A cet effet, m'appuyant donc sur ses actions, je peux avancer, sans risquer de me tromper, trois affirmations :

1. Le Général de Gaulle n'aurait jamais méprisé, en 1946, la volonté du peuple guadeloupéen en imposant la fause départementalisation à celui-ci qui ne l'avait sollicitée ni directement, ni indirectement.
2. Il n'aurait jamais accepté, à plus forte raison, faire inscrire à l'ordre du jour de la Première Assemblée Nationale Constituante, une proposition de loi aussi médiocre que celle en trois articles, rapportée, le 12 mars 1946, devant celle-ci, par l'un des députés de la colonie de la Martinique.
3. Il aurait inversement invité les responsables, placés sous son autorité, à être plus concrets, plus réalistes et plus pragmatiques.

## II - Priorité Au Développement Economique Des Départements d'Outre-Mer.

En 1958, le Général de Gaulle a légitimement prévilégié plusieurs actions prioritaires. Parmi celles-ci les trois suivantes me paraissent fondamentales:

- 1 - concilier le peuple de France qui était au bord de la guerre civile,
- 2 - redresser la situation économique de la France européenne qui était catastrophique,
- 3 - Régler les graves problèmes de l'Empire, notamment de la décolonisation et ceux de la diplomatie française pour tenter de donner un rang mondial à la Nation.

1- Discours et Messages, Rennes 27 Juillet 1947

2- Discours et Messages, Bayonne 7 Septembre 1947

Dans ces conditions, affirmer qu'en 1958, le Général de Gaulle avait classé en première priorité le développement économique des Départements d'Outre-Mer, c'est tomber dans le ridicule le plus absolu.

### III - Migration des Domiens Vers la Métropole.

Le troisième plan, notamment son paragraphe 317 prévoyait la migration des Antillais et Réunionnais vers l'étranger et non en métropole. Et tout le monde connaît les raisons fondamentales pour lesquelles le Gouvernement de Michel Debré, qui avait opté pour la migration des forces vives antillaises et réunionnaises vers l'étranger, a préféré orienter cette migration en direction de la métropole.

Tout le monde sait qu'il s'agit de l'arrêté ministériel du 26 avril 1963 de Monsieur Louis Jacquinot, instituant la Société d'Etat dite Bureau Pour le Développement des Migrations intéressant les Départements d'Outre-Mer (BUMIDOM).

Cet arrêté a subi trois modifications importantes :

- la première, en 1966 par le Gouvernement de Georges Pompidou, en la personne de Monsieur Pierre Billotte,

- la deuxième, en 1975, par le Gouvernement Chirac en la personne de Monsieur Olivier Stirn,

- la troisième, en 1982, par le Gouvernement Mauroy en la personne de Monsieur Henri Emmanuelli.

Celui-ci remplaça le BUMIDOM par l'ANT (Agence Nationale pour l'Insertion et la Promotion des Travailleurs d'Outre-Mer).

S'il est vrai que le BUMIDOM est né sous la Présidence du Général de Gaulle, il serait souhaitable de classer l'arrêté ministériel à son propre rang dans la hiérarchie des normes nationales.

En conclusion, quel que soit l'angle sous lequel j'examine la deuxième réponse de l'interview de Monsieur Jean-José Clément, force est d'affirmer qu'elle falsifie intégralement la vérité sur l'action du Général de Gaulle dans les Départements d'Outre-Mer. Force est de constater qu'elle constitue un sophisme. Force est d'affirmer qu'elle rend incroyable le délégué national du RPR.

Il devient donc impérieux, au moment où on célèbre le centenaire de sa naissance et le cinquantenaire de l'appel du 18 juin 1940, de préserver, protéger et défendre le précieux héritage du Général de Gaulle.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Clément', is written over a large, stylized, handwritten 'X' or '7' shape.

V

REFLEXIONS SUR L'INTERVIEW DE  
MONSIEUR JEAN-JOSE CLEMENT

par

A. D. I. G. A.



# ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS GÉNÉRAUX DES ANTILLES

## LES FAUX HERITIERS DE LA GLOIRE OU LES FALSIFICATEURS DE L'ACTION DU GENERAL DE GAULLE

France Antilles Hebdo du 8 juin 1990 reproduit l'interview de Monsieur Jean-José Clément, délégué national du RPR pour les originaires d'outre-mer installés en métropole.

Intitulée "l'Action du Général de Gaulle dans les Départements d'Outre-mer", cette interview évoque trois curieuses actions de l'Homme du 18 juin 1940.

Celles-ci sont les suivantes :

- 1 - la loi de la départementalisation du 19 mars 1946,
- 2 - la première priorité accordée, en 1958, au développement économique des Départements d'Outre-mer,
- 3 - la migration des domiens en direction de la métropole pour assurer le développement économique des DOM.

Elles constituent un monument de contrevérités.

### DEPARTEMENTALISATION

En effet, la loi de la départementalisation du 19 mars 1946 est une oeuvre exclusivement socialo-communiste.

Elle est promulguée par Monsieur Félix Gouin, Président du troisième Gouvernement provisoire et contresignée par Messieurs Marius Moutet et André Le Troquer respectivement, Ministre de la France d'Outre-Mer et Ministre de l'Intérieur.

L'auteur d'une telle affirmation exploite ignominieusement la gloire du Général de Gaulle au profit d'ambitions personnelles inavouées. Car, même un gaulliste néophyte n'aurait pas avancé de telles contrevérités.

En effet, à la suite d'un sérieux conflit l'opposant à son Ministre des Finances sur la conception des futures institutions nationales, le Général de Gaulle quitta la présidence du deuxième Gouvernement Provisoire le 20 janvier 1946.

Puis, il mena une campagne efficace contre le premier projet Constitutionnel du 19 avril 1946. Celui-ci fut rejeté par le référendum du 5 mai 1946.

Enfin, il mena également une vive, mais vaine campagne contre le second projet constitutionnel. Celui-ci fut adopté lors du référendum du 13 octobre 1946 et promulgué le 27 octobre 1946.

D'ailleurs, son passé permet d'avancer, sans risquer de se tromper, trois affirmations. Celles-ci sont fondées successivement sur sa position, en 1958, à l'égard du peuple guinéen, sa fidèle conception sur les institutions nationales et sa vision planétaire.

- 1 - On peut, d'abord, affirmer que le Général de Gaulle n'aurait jamais méprisé, en 1946, la volonté du peuple guadeloupéen en imposant la fausse départementalisation à celui-ci qui ne l'avait sollicitée ni indirectement, ni directement.
- 2 - On peut, ensuite, affirmer qu'il n'aurait jamais accepté, à plus forte raison, fait inscrire à l'ordre du jour de la première Assemblée Nationale Constituante une proposition de loi aussi médiocre que celle en trois articles, rapportée, le 12 mars 1946, devant celle-ci par l'un des deux députés de la Colonie de Martinique.
- 3 - On peut, enfin, affirmer qu'inversement, il aurait invité les responsables placés sous son autorité à être plus concrets, plus réalistes et plus pragmatiques.

Car, en effet, pour lui, la Constitution du 27 octobre 1946 est condamnable et doit être combattue. Et, il l'a combattue de 1946 à 1958, parcequ'il considérait que "l'absurde confusion des pouvoirs (1) qu'elle impose faisant que les pouvoirs publics ne procèdent que des partis (2), instaure un régime d'irresponsabilité et d'impuissance".

#### PRIORITE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Le délégué national du RPR affirme péremptoirement qu'en 1958 le Général de Gaulle a classé en première "priorité" le développement des Départements d'Outre-mer. Ce qui est complètement faux.

En effet, le Général de Gaulle avait d'autres actions prioritaires légitimement justifiées et au nombre desquelles trois paraissent fondamentales :

- 1 - concilier le peuple de France qui était au bord de la guerre civile,
- 2 - redresser la situation économique de la France qui était catastrophique.
- 3 - régler les graves problèmes internes et externes, notamment ceux de la décolonisation et de la diplomatie française, pour tenter de donner un rang mondial à la nation.

\*\*\*\*\*

- 1) Discours et Messages, Rennes 27 juillet 1947
- 2) Discours et Messages, Bayonne 7 septembre 1947

Dans ces conditions, classer le développement des Départements d'Outre-Mer parmi les premières priorités, en 1958, du Général de Gaulle, c'est tomber dans le ridicule le plus absolu.

### MIGRATION DES DOMIENS VERS LA METROPOLE

Le délégué national du RPR affirme que, pour promouvoir le développement des Départements d'Outre-Mer, le Général de Gaulle s'est trouvé contraint de pratiquer la migration vers la métropole des forces vives domiennes.

Cette affirmation est également fausse. Elle est démentie par le paragraphe 317 du troisième plan. Celui-ci prévoyait la première migration des domiens vers l'étranger. Et tout le monde connaît les raisons fondamentales pour lesquelles le Gouvernement Debré avait, d'abord, opté pour la migration des Domiens vers l'étranger.

Tout le monde connaît aussi celles pour lesquelles le même Gouvernement a préféré, en dernière minute, la migration des domiens en direction de la métropole.

### CONCLUSION

En conclusion, les propos du délégué national du RPR tendraient à classer le Général de Gaulle simultanément :

- parmi les partisans du mépris de la volonté souverainement exprimée par des peuples, qu'ils soient outre-mer, métropolitain ou étranger !!!
- comme un des partisans d'un régime d'irresponsabilité et d'impuissance !!!
- comme le promoteur de la migration institutionnalisée des forces vives domiennes : ce qui n'est pas faux dans la mesure où on considère que Monsieur Michel Debré était placé sous son autorité.

Parallèlement, ils classent son auteur :

- parmi ceux qui exploitent malhonnêtement, malsainement et maladroitement la Gloire du Général de Gaulle au profit de leurs ambitions personnelles inavouées,
- au premier rang sur la liste des désinformateurs des peuples d'outre-mer que ceux-ci souhaitent maintenir éternellement dans l'ignorance la plus absolue pour mieux les exploiter.
- parmi les personnes totalement incroyables.

Alors, se pose la question de savoir si la mission exacte du délégué national du RPR est, soit de falsifier ou d'authentifier la pensée et l'action du Général de Gaulle, soit d'aider ou de désinformer les peuples de la métropole et d'Outre-Mer ?

En attendant cette réponse, force est de constater que tous les propos de Monsieur Jean-José Clément sur l'outre-mer ont le mérite d'être fidèles à une malsaine logique intellectuelle délibérée. Car son niveau intellectuel et son engagement politique excluent toute candide naïveté.

C'est pourquoi, d'abord, les originaires d'outre-mer doivent avoir toujours présents, dans leur mémoire, ces trois proverbes latin, irlandais et mongol :

"Le renard change de poils; non d'esprit".

"Une chèvre même habillée de soie reste toujours une chèvre".

"Le sucre est doux à tous les bouts".

C'est pourquoi, ensuite, il devient impérieux de préserver, protéger et défendre le précieux héritage de l'Homme du 18 juin 1940.

C'est pourquoi, enfin, les gaulliens se doivent de dénoncer, voire sanctionner, les faux héritiers de la Gloire et les falsificateurs de l'action du Général de Gaulle.

15 juin 1990

A.D.I.G.A.